

Pouvoir s'opposer, Toujours proposer !

Comité Hygiène et Sécurité et des conditions de Travail

Le Comité hygiène et sécurité et condition de travail s'est tenu dans les locaux de l'immeuble Brassart le 7 mars 2017. Sous la présidence de Mme DEGOND, la séance a été ouverte à 09h30 pour être clôturée à 18h.

Etaient présents à cette réunion, outre les représentants de l'administration, les représentants du personnel : Solidaires , FO DGFIP 62, CGT Finances Publiques, CFTC DGFIP 62 ; Monsieur DEWEINDT , Monsieur GEREZ , Monsieur ROYER, Monsieur WINTREBERT inspecteur Santé et Sécurité au Travail et Mme HEROGUER secrétaire animatrice du CHSCT

L'ordre du jour du CHSCT est le suivant

- 1) Élection du secrétaire du CHSCT
- 2) Approbation du procès-verbal du 23/09/2016
- 3) Bilan des actions de formations 2016
- 4) Bilan d'exécution des crédits 2016
- 5) Point sur la réunion du groupe de travail du 03/02/2017
 - o Registres Santé Sécurité au Travail
 - o Rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail et des Médecins de Prévention
 - o Déclarations d'accidents de travail
 - o Fiches de signalement
 - o Bilan des exercices incendie 2016
- 6) Point budgétaire 2016
- 7) Propositions d'utilisation des crédits 2017
- 8) Bilan de la campagne DUERP/PAP 2015/2016
- 9) Accueil personnalisé sur rendez-vous
- 10) Situation sanitaire de la restauration collective d'Arras Diderot
- 11) Travaux immobiliers en cours et projets à venir
- 12) Questions diverses

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

Élection du secrétaire du CHSCT

Mme VERDAUX Catherine est élue à l'unanimité .

Approbation du procès-verbal du 23/09/2016

Le procès verbal n'appelant de la part des O.S aucune remarque, il a été adopté.

Bilan des actions de formation 2016

BILAN DES FORMATIONS FINANCEES PAR LE CHSCT DU PAS-DE-CALAIS EN 2016		
THEMES		Coût total en euros
Secourisme	38%	8880
Sécurité Incendie	3%	714
Risque routier	27%	6344
Sécurité Electrique	7%	1656
Manutention, gestes et postures	3%	770
Prévention et maîtrise du risque canin	11%	2520
Prévention des risques liés à l'amiante	12%	2772
	100%	23 656

A noter :

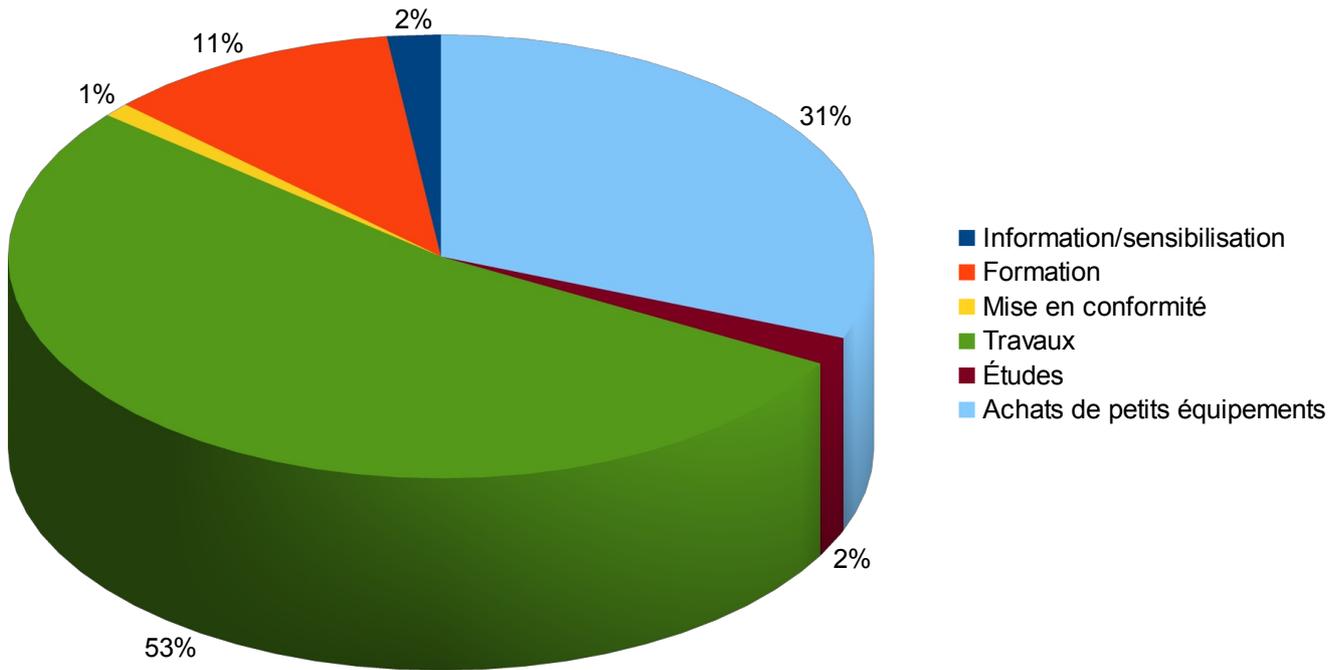
une nouvelle formation pour les évaluateurs des Domaines

l'absentéisme toujours en baisse....plutôt encourageant quand on connaît le coût des formations.

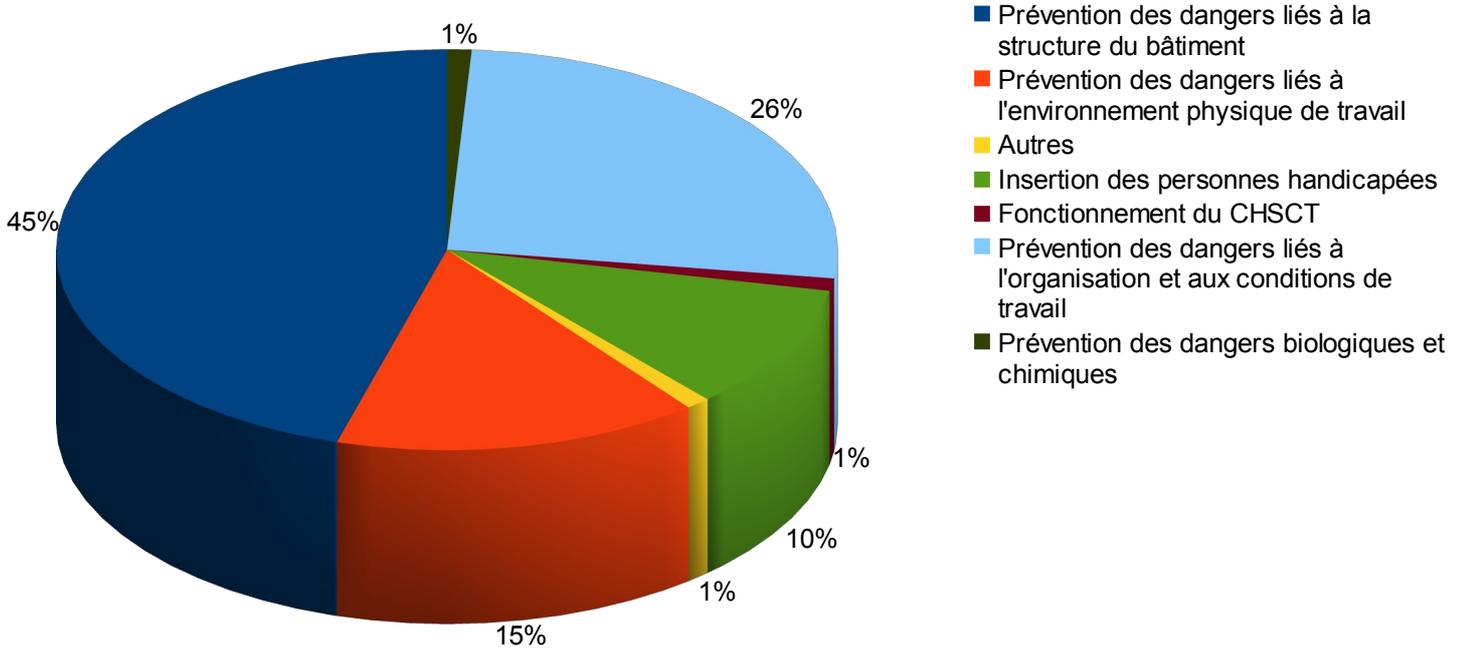
Bilan d'exécution des crédits 2016

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

Par types de dépenses



Par année (2016)



Point sur la réunion du groupe de travail du 03/02/2017

Toutes les observations portées sur les registres Santé Sécurité au Travail ont été étudiées. Les **Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais**

signalements pour lesquels des solutions ont été apportées ont été archivés.

De nombreux problèmes signalés ont été résolus ou sont en voie de l'être.

Registre dématérialisé

Arras Diderot : l'alarme incendie est apparemment branchée sur l'éclairage. M. ROYER étudiera le problème.

Les agents demandent un parking à vélo.

Trésorerie d'Aire-sur-la-Lys : suite à nos demandes et à la visite d'un thermicien du ministère, le propriétaire nous a enfin donné l'autorisation de réaliser les travaux d'ouverture dans les fenêtres, de même que l'installation d'une fenêtre oscillo-battant.

SIP de Calais : étudier la possibilité d'installer une sonnette dans les box de réception.

Trésorerie d'Audruicq : les problèmes signalés persistent. Le dossier est en instance.

Trésorerie Principale de Calais : difficultés de chauffer le bâtiment. Voir s'il est prévu de réaliser un désembouage des radiateurs de chauffage.

Trésorerie Principale de Lens Municipale : certains agents fument à proximité des bâtiments, ce qui provoque une nuisance lorsque les fenêtres des bureaux sont ouvertes (tabagisme passif).

Ces mêmes agents bloquent la porte d'entrée avec un briquet afin d'éviter qu'elle ne se verrouille, ce qui pose des problèmes de sécurité. Le sujet sera évoqué en conseil de site.

Trésorerie Principale d'Arras Amende : demande de sèche-mains.

Divers sites (Arras Municipale, SIP Lens Sud) : demande de stores.

SIP de Saint-Omer : demande la pose d'un vitrage à l'accueil. Un devis sera réalisé mais le principe fera l'objet d'un débat en CHSCT.

Les agents souhaiteraient également qu'une fenêtre soit installée sur le couloir (niveau ancienne salle de réunion) afin de bénéficier d'un éclairage naturel. Le sujet va être étudié.

Arras Diderot Accueil Enregistrement : les agents d'accueil sont mal installés et ont des conditions de travail très pénibles : espace insuffisant, importantes nuisances sonores. Ils ne disposent de plus, d'aucune intimité et sont à la vue des contribuables.

SIP Lens Nord : demande d'eau chaude dans les toilettes des hommes. Voir si cela est réalisable sans trop de travaux.

Trésorerie de Calais CH : demande que l'on repeigne les délimitations des places de stationnement. A l'étude.

Après examen, il reste 41 observations en cours sur les 92 étudiées.

Registre papier

Trésorerie de Boulogne CH : infiltrations d'air aux fenêtres. Le problème va être étudié (à noter que nous ne sommes pas propriétaires).

Trésorerie de Campagne-les-Hesdin : problème d'étanchéité des fenêtres + porte guichet lourde. Des travaux sont en cours et ces problèmes seront évoqués avec le propriétaire.

Trésorerie de Calais CH : problème de chauffage. Nouveau contact de la mairie.

Trésorerie de Billy-Montigny : problèmes d'isolation au niveau des fenêtres. Le sujet va être évoqué avec la mairie.

II – RAPPORTS DE L'INSPECTEUR SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL ET DES MEDECINS DE

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

PREVENTION

Trésorerie de Douvrin

Les infiltrations d'eau provenant de la toiture terrasse ont été réparées mais ont provoqué des problèmes d'humidité récurrents qu'il convient de résoudre. Le directeur des services techniques de la mairie a été saisi pour répondre à tous des dysfonctionnements signalés.

S'assurer que la vérification des installations électriques a bien été réalisée. Sinon, faire procéder à une nouvelle vérification.

Le dossier technique amiante mentionne la présence de deux gaines amiantés (sanitaires et archives). S'assurer que ces matériaux font l'objet d'une surveillance régulière. La mairie a été saisie.

Fortes odeurs en provenance des toilettes et débordements occasionnels. Les services techniques de la mairie sont déjà intervenus pour ce problème. Ils ont été à nouveau sollicités .

Envisager une sectorisation de l'éclairage : l'équipe logistique déterminera les possibilités.

Renforcer l'isolation des allèges sous les fenêtres : la mairie sera contactée à cette fin.

Trésorerie de Vitry-en-Artois

S'assurer (encore une fois) que la vérification des installations électriques a bien été réalisée. Une nouvelle vérification sera effectuée car la dernière date de 2011.

La chaudière doit faire l'objet d'un entretien annuel. Une entreprise du marché sera sollicitée.

Etudier la possibilité d'améliorer l'ambiance sonore du bureau principal (open space) : un devis a été demandé pour remplacer les dalles de plafond par des matériaux plus acoustiques.

Trésorerie de Liévin

Ce rapport fera l'objet d'un examen ultérieur en raison de la visite récente de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail.

Trésorerie de Vimy

La question est posée si l'on peut profiter des travaux qui seront réalisés sur ce poste suite au sinistre pour disposer différemment la banque d'accueil.

III – DECLARATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Il y a eu 7 nouveaux accidents du travail depuis le dernier groupe de travail du 30 août 2016 : 5 accidents de service (dont 4 chutes) et deux accidents de trajet.

S'agissant des chutes : la première a été causée par un sol mouillé (le ménage venait d'être effectué), la seconde en raison de sacs qui encombraient l'espace, la troisième s'est produite dans un escalier (l'agent a raté une marche) et la quatrième à l'extérieur du bâtiment en sortant le conteneur à déchets (sol humide). Un agent a reçu la poignée de porte d'un WC dans le dos. On étudiera la possibilité d'installer un ralentisseur à la porte.

Pour ce qui concerne les accidents de trajet : il s'agit d'un accident de moto et d'une chute sur le trottoir devant le domicile de l'agent.

IV – FICHES DE SIGNALEMENT

On dénombre 38 signalements au titre de l'année 2016 (52 en 2015), dont 17 nouveaux signalements depuis le dernier groupe de travail. Il y a 1 signalement au titre de l'année 2017. Parmi les 18 nouveaux signalements :

8 font état de grossièretés, d'insultes, d'injures, de menaces verbales ou écrites, d'agressivité à l'encontre d'agents. Des lettres ont été envoyées aux agents dans 6 cas et aux agresseurs dans 5 cas. 2 ont fait l'objet d'un article 40.

1 dénonce une tentative d'intimidation et la prise de photos du personnel et des locaux. Un courrier a été adressé à l'agresseur.

1 mentionne une intrusion sur le parking après la fermeture du site et des échanges virulents avec les agents (site non sécurisé suite à la panne du digicode).

1 fait état d'envois fréquents de courriers incohérents. Un courrier a été envoyé à l'agent et à l'agresseur.

1 signalement fait état de menace de suicide face au refus d'un accord de délai. Un courrier a été adressé aux agents.

6 sont internes : conflits relationnels, incompatibilité d'humeur, menaces verbales et comportementales, agressivité, injures, harcèlement moral. Deux signalements ont été réglés en interne par le chef de service (dont une note de service adressé à l'agresseur dans un cas). Les agents « agresseurs » ont été reçus par le DRH dans 3 cas.

V – BILAN DES EXERCICES INCENDIE

16 exercices ont été réalisés sur 12 sites au titre de l'année 2016 (dont 2 exercices à Arras Brassart, Boulogne Aumont, Bruay-la-Buissière et Saint-Pol sur Ternoise).

5 nouveaux exercices ont été effectués depuis le dernier groupe de travail du 30/08/16 et les incidents ou dysfonctionnements suivants ont été constatés :

Arras Brassart : suite à la rupture d'une canalisation d'eau chaude dans le parking souterrain, les constatations suivantes ont été effectuées : le mécanisme d'ouverture automatique de la porte principale de l'immeuble n'a pas fonctionné ni les blocs d'éclairage. Le point de ralliement est inadéquat car à proximité des grilles d'évacuation.

Le groupe de travail a demandé s'il y a un tiers reconnu suite à ce sinistre. On attend la réponse.

Bruay-la-Buissière : le panneau précisant le lieu de rassemblement n'est toujours pas installé et les plans d'évacuation ne sont pas à jour.

<u>Point budgétaire 2016</u>

Cette année a malheureusement été marquée par la perte de crédits en fin d'année, non par une mauvaise utilisation ou planification des dépenses mais par un dysfonctionnement du système de paiement.

Au final, nous avons perdu 10 000 euros dont 2 000 en intérêts moratoires pour des factures non acquittées auprès des fournisseurs ou prestataires, **voilà un bel exemple de gaspillage et une belle image de l'administration**....et un report de ces paiements sur 2017

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

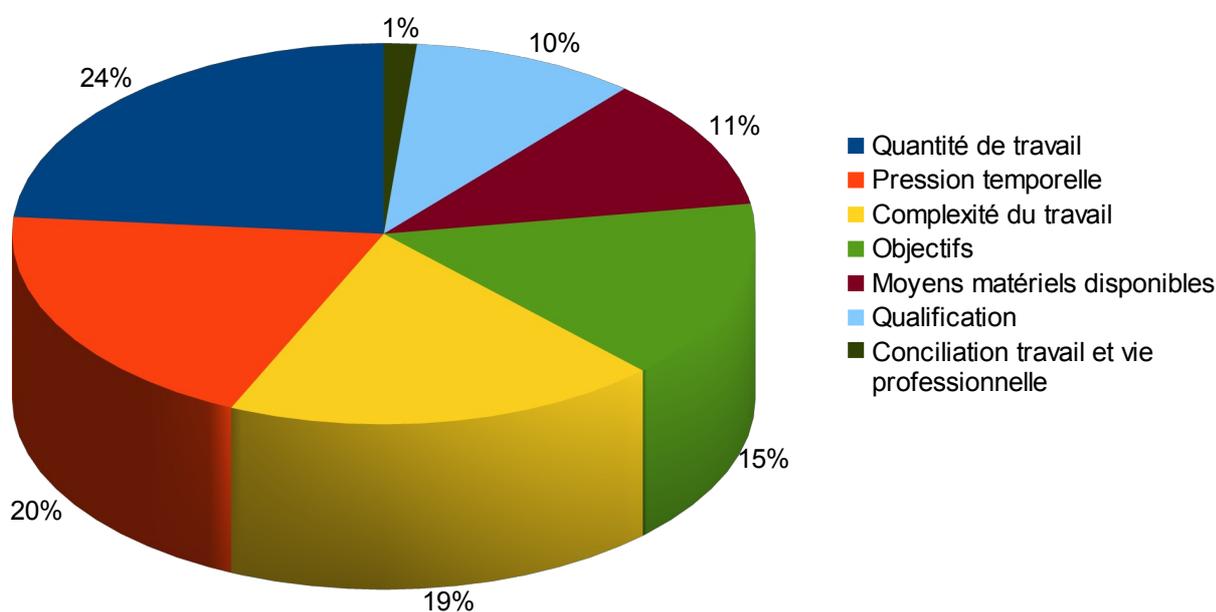
Propositions d'utilisation des crédits 2017

La plupart des dépenses évoquées lors du groupe de travail ont été validées.

Certaines seront revues lors du prochain CHSCT, notamment la fermeture du parking de Béthune, l'éclairage sur Lillers ou encore le financement de toutes les dépenses concernant l'amiante...et un éventuel cofinancement avec la Direction.

Bilan de la campagne DUERP / PAP 2015 / 2016

Nombre d'expositions liées aux exigences du travail



A l'étude des différents documents, on retiendra essentiellement que les RPS (risques psychosociaux) représentent près de 30% des risques mentionnés, mais que peu de solutions y ont été finalement apportées.

Accueil personnalisé sur rendez-vous

Les objectifs présentés de l'accueil personnalisé sont les suivants :

- améliorer la qualité de service en évitant aux usagers de se déplacer pour les situations les plus simples – et donc souvent de devoir attendre-, tout en leur accordant une qualité de service

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

renforcée ;

- mieux maîtriser les flux d'accueil physique au guichet, en lissant les flux des demandes les plus complexes et réduisant progressivement les files d'attente dans les lieux d'accueil. Bien entendu, l'offre de rendez-vous est déjà dans nos habitudes depuis de nombreuses années (en SIE ou en trésorerie par exemple), il s'agit de la renforcer avec des outils performants, accessibles aussi bien aux usagers qu'aux agents ;
- faciliter l'organisation des services d'accueil et améliorer les conditions de travail des agents par une meilleure maîtrise des activités de réception du public.-

La prise de rendez-vous sera opérée par **3 voies possibles** :

- par l'utilisateur lui-même via impôts.gouv,
- par les agents du service concerné au moment de l'accueil physique ou accueil téléphonique,
- par un agent d'une autre structure, le cas échéant. Typiquement il s'agit d'une prise de rendez-vous par un agent d'une trésorerie mixte au profit d'un SIP s'agissant d'une question d'assiette.

Ce dispositif a été expérimenté dans deux directions en 2016, avant déploiement national.

La DDFIP du Pas-de-Calais a décidé de mettre en œuvre l'accueil personnalisé sur rendez-vous à compter de mars 2017 pour les services qui suivent :

- SIP de Montreuil-sur-Mer
- SIE de Montreuil-sur-Mer
- SIP-E de Bruay la Buissière
- Les trésoreries mixtes rattachées aux SIP, à savoir Hersin-Coupigny, Fruges, Etaples, Le Touquet, Berck

Cette nouvelle modalité d'accueil a fait l'objet d'une journée de formation à destination des chefs de service et une e-formation fut ouverte à destination des agents concernés. Une réunion s'est tenue à Montreuil-sur-Mer et à Bruay fin janvier, réunissant les chefs de services et certains de leurs agents, afin de présenter le dispositif et discuter des modalités de mise en œuvre (horaires d'accueil, relations entre les trésoreries et les SIP notamment).

Chaque service a décidé, en accord avec la direction, des modalités d'application du dispositif, et notamment du nombre de guichets ainsi que du volume horaire ouvert.

L'ouverture effective de l'accueil personnalisé sur rendez-vous a été prévue pour le 1^{er} mars 2017.

Des discussions avec M Deweindt, il ressort essentiellement que l'accueil personnalisé sera calibré, ajusté par site en fonction des besoins (nombre, durée...), neutralisé en période de forte échéance (**mais alors quel intérêt si on ne pas avoir de rdv pendant la campagne d'impôt sur le revenu**), prévu initialement pour la sphère fiscale...

Pour la CFTC, cette expérimentation ne fait que répondre à la volonté de réduire l'accueil physique. En effet, le contre appel, qui doit préciser l'utilité ou non d'un rdv, sera le moyen de diminuer le volume d'accueil physique mais le traitement aura été fait en amont par téléphone....où est le gain si ce n'est que statistiquement l'accueil physique aura diminué..... la prochaine cible des suppressions de poste est toute trouvée....

Situation sanitaire de la restauration collective d'Arras Diderot

Suite à l'incident survenu les 16 et 17 février dernier (probable intoxication alimentaire), deux rapports ont

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

été rendus :

- rapport d'analyse toxicologique : pour le moment rien de probant n'a été décelé, des analyses complémentaires sur l'eau sont en cours.

- rapport d'inspection qui mettent en évidence le besoin de formation des agents de la restauration, et la mise aux normes des équipements.

Ces rapports seront affichés dans un souci de transparence pour la Direction, qui s'est engagée par ailleurs à ce que toutes les mesures soient prises le plus rapidement possible, qu'elles présentent un caractère d'urgence ou non.

Pour CFTC 62, il restera difficile de porter un jugement objectif alors que les analyses effectuées ne portent pas sur l'intégralité des repas servis à ces dates. Même si rien n'a été décelé ...comment porter un jugement précis alors que l'analyse reste partielle....

Travaux immobiliers en cours et projets à venir

-

- *Le CHSCT devrait engager des dépenses à hauteur de 61 000 euros pour l'amiante...alors que ces travaux incombent jusqu'alors aux propriétaires....et donc pour les immeubles domaniaux à la direction....que nennil'amiante dans le bâti, les conduites...obligation pour le propriétaire mais la prévention et diagnosticsobligation au locataire...*

La note d'orientation indique effectivement que ces dépenses relèvent du CHSCT , la sécurité des agents reste bien sûr la priorité de la CFTC, cependant le CHSCT supporte maintenant ce financement avec un budget en baisse chaque année.....et cette dépense représentera près du tiers de notre budget.

- Pour Arras CH , au-delà des difficultés rencontrées avec le prestataire pour les travaux de désamiantage qui retardent encore l'échéance, la direction s'est engagée à faire avancer le dossier pour le transfert dans de nouveaux locaux adaptés , aux normes...

Questions diverses

-L'absence d'un second médecin suite au départ en retraite du Dr Deleplace génère des difficultés de suivi pour les agents.

La solution préconisée par le médecin coordinateur, à savoir la gestion par l'infirmière en relais de ce dernier et de la direction pour un agent en situation délicate, ne peut être que temporaire.

Le médecin coordinateur pourrait également venir sur Arras (de Chalons en Champagne) une journée par mois suivant besoin....

La direction nous informe avoir effectuer les démarches auprès du secrétariat général pour que ce poste ne reste pas vacant.

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

Néanmoins, la présence d'un autre médecin sur la côte ne nous place pas comme département prioritaire (certains n'ont aucun médecin) mais juste en manque d'heures d'après le secrétariat général...

...bref, ce n'est pas pour demain d'autant qu'il reste très difficile de trouver des volontaires pour la médecine de prévention.... On peut cependant regretter que ces demandes n'aient pas été réalisées bien plus tôt, comme d'habitude on attend que les problèmes se posent pour commencer à agir...

Compte rendu de vos représentant(e)s CFTC DGFIP 62 au CHS-CT

Yann Plouviez

SIP de LILLERS

Clémentine Leuthreau-Cailleretz

PCE Arras



Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais

CFTC : le syndicat constructif

- 10 -